



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 32 – 24 septembre 2021

## Sommaire

### Fait marquant

- Les hausses des prix du gaz soulèvent la peur d'une crise énergétique au RU fragilisant la reprise économique

### Climat & Energie

- 100 entreprises écrivent au Premier ministre pour lui demander de faire preuve de leadership sur les questions climatiques

### Environnement

- Le DMO (*Debt Management Office*) annonce le lancement de la première émission de titres souverains verts britanniques (*green gilts*)
- L'autorité de la concurrence britannique demande aux entreprises de mettre fin aux pratiques de *greenwashing* d'ici la fin de l'année

### Industrie

- Le gouvernement britannique investit 220 M€ pour accompagner la transition énergétique des industries les plus polluantes
- Le secteur de l'industrie aérospatiale demande un accroissement du soutien public en faveur de la R&D du secteur
- Des ouvriers de l'industrie automobile protestent contre le manque d'accompagnement du gouvernement vers l'électrification

### Transport

- Le marché des bus et autocars au RU connaît de fortes restructurations
- La pénurie de chauffeurs routiers oblige *BP (British Petroleum)* à fermer temporairement certaines de ses stations d'essence

## Fait marquant


### Les hausses des prix du gaz soulèvent la peur d'une crise énergétique au RU fragilisant la reprise économique

Le RU demeure fortement dépendant du gaz dont il importe environ la moitié de sa consommation. Cette dépendance a été accrue par une faible production d'énergie éolienne cet été et l'incendie de l'interconnecteur IFA1 reliant le RU à la France. Six petits fournisseurs, plus sensibles aux hausses des prix sur les marchés de gros, ont été contraints à la faillite ces dernières semaines. Cette hausse des tarifs de l'énergie devrait accroître la précarité énergétique des ménages, et de nombreuses industries énergivores (sidérurgie, chimie, agro-alimentaire notamment) sont également fortement affectées par la situation actuelle. L'entreprise *CF Industries*, principal producteur de CO2 au RU, a dû ainsi fermer ses usines anglaises la semaine dernière en raison de prix du gaz trop élevés. Cette fermeture risquait de contraindre de nombreuses entreprises, notamment dans l'agro-alimentaire, à cesser à leur tour leurs activités et a conduit le Gouvernement à accorder à l'entreprise une aide exceptionnelle de 20 M£ pour permettre la reprise de la production. Confronté au risque d'une véritable crise énergétique, le gouvernement a annoncé l'octroi de prêts garantis aux fournisseurs d'énergie reprenant les clients les moins rentables de leurs concurrents en faillite et a confirmé le maintien du dispositif de plafonnement des tarifs de l'énergie (*price cap*) pour certains clients, dont la suppression était réclamée par les fournisseurs. D'autres mesures pourraient être prises dans les prochains jours pour protéger davantage les consommateurs et les industriels.

## Le chiffre de la semaine

25 %

C'est le nombre de gares londoniennes qui pourraient subir une inondation en raison du changement climatique, selon les estimations d'une étude par le *London City Hall* et *Bloomberg Associates*. 10 % du réseau ferroviaire de la capitale serait concerné par ces risques.





## Le graphique de la semaine



La production d'électricité [éolienne](#) britannique a atteint mercredi son plus haut niveau depuis plus d'un mois. Les 7,9 GWh produits devraient permettre de répondre à près de 30% de la demande d'énergie du RU, réduisant, au moins temporairement, sa dépendance aux approvisionnements en gaz.

## Climat & Energie

### COP 26 : actualités

**Flash** – Le groupe [INEOS](#) a annoncé mercredi qu'il allait convertir son usine pétrochimique et sa raffinerie de pétrole à Grangemouth (Ecosse) pour qu'elles fonctionnent à l'hydrogène. Cet investissement d'1 Md£ doit permettre au site d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2045 avec la production, dans un second temps, d'hydrogène « vert ».

**Flash** – [Royal Mail](#) a annoncé son intention de tester deux modèles de micro-véhicules électriques (MVE) pour la livraison de lettres et de petits colis, dans le cadre d'une stratégie visant à réduire davantage ses émissions de CO2.

**Flash** – Le gouvernement britannique est en discussion avec le fabricant américain de réacteurs nucléaires [Westinghouse](#), au sujet d'un projet de développement d'une [nouvelle centrale](#) à Anglesey (Pays de Galles).

## 100 entreprises écrivent au Premier ministre pour lui demander de faire preuve de leadership sur les questions climatiques

Selon le [Financial Times](#), près de 100 entreprises du *UK Business Group Alliance for Net Zero* (dont *BT, Coca-Cola, Santander, Unilever, Tesco, National Grid, Co-op* et l'aéroport d'Heathrow) ont écrit une lettre à Boris Johnson pour lui rappeler qu'il disposait d'une "fenêtre limitée" pour faire preuve de "leadership" sur les questions climatiques. Elles exigent une action plus complète et précisant les modalités de financement de la transition écologique avant la COP26, organisée début novembre à Glasgow. Le Royaume-Uni doit publier avant la COP sa stratégie "Net Zero", qui doit notamment exposer ces modalités de financement, ainsi que sa stratégie en matière de chauffage et de bâtiments (*Heat and Buildings strategy*), deux documents annoncés de longue date, mais dont la publication a été reportée à plusieurs reprises.

Cet appel a été lancé au moment où le Premier ministre se rendait à New York, où il a rencontré, avec le secrétaire général des Nations unies, une quarantaine de chefs d'État en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, pour des discussions à huis clos sur les objectifs climatiques. Il a estimé à 60 % les chances d'obtenir un engagement de financement de 100 Md£ en faveur du climat, qui constitue l'un des objectifs affichés pour la COP 26.

## Environnement

### Le DMO (*Debt Management Office*) annonce le lancement de la première émission de titres souverains verts britanniques (*green gilts*)

Cette [émission](#) par syndication (gérée par *Barclays, BNP Paribas, Citi, Deutsche Bank, HSBC* et *J.P. Morgan*) de 10 Md£ s'inscrit dans un programme total de 253 Md£ d'émissions de titres souverains pour l'année budgétaire 2021-2022. 83 % du volume des titres a été acquis par des investisseurs opérant sur le marché domestique. Comme annoncé fin août, le DMO (*Debt Management Office*) entend émettre d'autres obligations vertes, pour un volume de 5 Md£, avec une maturité de 20 à 30 ans, courant octobre 2021. Comme précisé fin juin dans la *UK Green Financing Framework*, l'épargne levée via ces *green gilts* sera fléchée vers le compte général du Trésor auprès de la BoE et sera affectée au financement du budget général. Un montant équivalent à ce volume net d'épargne sera ensuite alloué par le Trésor, et ce dans les deux ans qui suivent, vers des projets éligibles. Ces crédits serviront à financer et/ou refinancer, en totalité ou en partie, des dépenses qui répondent aux critères d'éligibilité environnementale dans six domaines principaux :

1. Le transport propre
2. L'énergie renouvelable (il a été précisé qu'aucun financement ne serait accordé au nucléaire via ces outils)
3. L'efficacité énergétique
4. La prévention et le contrôle de la pollution
5. Les ressources vivantes et naturelles
6. L'adaptation au changement climatique.

## L'autorité de la concurrence britannique demande aux entreprises de mettre fin aux pratiques de *greenwashing* d'ici la fin de l'année

Cette [annonce](#) fait partie d'une campagne de sensibilisation plus large lancée par la CMA (*Competition and Markets Authority*) à l'occasion de la COP26. La CMA a commencé à examiner les allégations écologiques des entreprises l'an dernier, concluant que jusqu'à 40 % pourraient être trompeuses pour les consommateurs. Elle poursuivra cet examen en 2022 avec une attention particulière portée aux secteurs de la mode, des transports, des produits de beauté, de l'alimentation et des boissons. La CMA a également publié un Guide des bonnes pratiques ([Green Claims Code](#)) afin d'accompagner les entreprises et s'assurer qu'elles appliquent le droit de la consommation lors de la promotion de produits « verts ». Toute entreprise ne respectant pas ces règles s'exposera à des sanctions de la part de la CMA.

## Industrie

### Le gouvernement britannique investit 220 M£ pour accompagner la transition énergétique des industries les plus polluantes

Cet [investissement](#) doit permettre de financer la phase 2 du [Industrial Energy Transformation Fund](#) (IETF). Destinés aux industries polluantes et/ou énergivores d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord, ces 220 M£, qui s'ajoutent au 70 M£ de la première phase, financeront des projets verts (dépollution des procédés industriels, amélioration de l'efficacité énergétique, réduction des émissions de carbone) jusqu'à 30 M£ par projet. Sont particulièrement concernés les secteurs pharmaceutique, sidérurgique, agro-alimentaire et du papier. Les subventions sont accordées via des appels à candidatures/projets, ouverts du 27 septembre au 6 décembre 2021. L'Ecosse a mis en place un dispositif similaire, le *Scottish IETF*.

### Le secteur de l'industrie aérospatiale demande un accroissement du soutien public en faveur de la R&D du secteur

Des dirigeants de l'industrie aérospatiale britannique ont discuté avec le Gouvernement pour lui demander de garantir le soutien de l'État à la recherche sur les technologies de la prochaine génération permettant de réduire les émissions carbone, telles que l'aviation électrique et les avions à hydrogène ; ils ont souligné le niveau plus important des soutiens publics accordés par la France ou l'Allemagne et prévenu que ces nouvelles technologies pourraient être développées à l'étranger si le gouvernement britannique n'augmentait pas son financement en faveur de la R&D. Le financement de cette recherche est assuré par l'[Aerospace Technology Institute](#) (ATI), qui dispose d'un budget annuel de 300 M£, financé à parts égales par l'industrie et le gouvernement. Les industriels auraient demandé que la part totale du gouvernement soit portée à environ 3,8 Md£ d'ici 2030. Le ministère du BEIS (*Business, Energy and Industrial Strategy*) a déclaré que le Royaume-Uni investirait 1,95 Md£ entre 2013 et 2026 dans la R&D pour le secteur, par le biais du programme de l'ATI, portant l'investissement total sur cette période à 3,9 Md£, une fois pris en compte les co-financements privés.

## Des ouvriers de l'industrie automobile protestent contre le manque d'accompagnement du gouvernement vers l'électrification

Plus de 500 employés de l'usine *GKN Automotive* de Birmingham ont entamé un mouvement de grève afin de sauvegarder leurs emplois. L'usine, qui devrait être délocalisée en 2022, fabrique des éléments de transmission. En 2019, plus de 90% de ces éléments étaient à destination de véhicules thermiques, dont la vente sera interdite à compter de 2030 au RU. Les ouvriers ont publié un « plan alternatif » qui vise à convertir l'usine à la production de composants pour les véhicules électriques. Ils [appellent](#) également le gouvernement à mieux accompagner l'industrie automobile britannique dans le cadre de l'électrification, afin d'éviter des pertes massives d'emplois et de compétences au RU.

## Transport

**Flash** – L'extension de la [Northern Line](#) du métro londonien a été mise en service lundi avec l'ouverture de deux nouvelles stations. Ces travaux d'envergure, les premiers du XXI<sup>e</sup> siècle, interviennent alors que l'avenir financier de TfL (*Transport for London*) demeure toujours aussi incertain.

**Flash** – La compagnie de taxis londoniens [Addison Lee](#) prévoit d'électrifier entièrement sa flotte de 4 000 véhicules d'ici 2023. Dès novembre, l'entreprise prévoit de mettre chaque mois sur les routes 200 taxis ID.4, le SUV électrique de *Volkswagen*.

**Flash** – Plus de la moitié des véhicules du DfT (*Department for Transport*) fonctionnent encore au diesel, selon des données obtenues par la [BBC](#), contre 41% pour les véhicules « verts » (hybrides ou électriques).

## Le marché des bus et autocars au RU connaît de fortes restructurations

La fréquentation des bus et autocars n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie, les taux de fréquentation ayant parfois diminué de moitié, notamment à Londres. Face à une baisse qui s'annonce durable, le secteur s'oriente vers davantage de concentration afin notamment de réduire ses coûts de fonctionnement et dégager des marges de manœuvre financières suffisantes pour investir et préparer l'électrification du secteur.

[National Express](#), le plus gros opérateur d'autocars au RU, est ainsi en pourparlers pour acheter Stagecoach, le plus grand opérateur de bus du Royaume-Uni, dans le cadre d'un accord de participation. Le nouveau groupe, qui serait doté d'une flotte de 36 000 bus et autocars, serait détenue à 75% par *National Express* et à 25% par *Stagecoach*. Les deux entreprises, concurrentes sur quelques lignes d'autocars britanniques, opèrent cependant sur des segments différents ce qui rend l'accord particulièrement attractif pour elles. D'autre part, [RATP Dev UK](#) et *Tower Transit* ont annoncé la création d'une joint-venture, *RATP Dev Transit London*, qui exploitera 115 lignes de bus dans l'ouest de Londres, à compter de décembre 2021.

## La pénurie de chauffeurs routiers oblige BP (British Petroleum) à fermer temporairement certaines de ses stations d'essence

Plusieurs stations essences des groupes BP et Tesco ont fermé temporairement ce jeudi en raison d'un manque de chauffeurs permettant de leur livrer du carburant. BP a tenu à rassurer et prévoit d'assurer 80 % d'un « service normal » dans 90 % de ses stations. Ces [fermetures](#) interviennent une semaine après que le groupe a alerté sur ses difficultés à assurer le transport de carburant depuis ses raffineries. Le secteur du transport routier souffre d'un déficit historique de conducteurs de poids lourds qui s'est fortement accentué avec la pandémie. Selon l'Association britannique du transport routier ([Road Haulage Association, RHA](#)), il manquerait plus de 100 000 chauffeurs routiers au RU, après que 20 000 chauffeurs européens ont quitté le pays à la suite du Brexit et que 40 000 examens de conduite ont été annulés en raison de la fermeture des centres d'examens pendant la pandémie. Le gouvernement a annoncé des mesures visant à accélérer la formation préalable à l'obtention des permis mais écarte pour l'instant un assouplissement des règles d'immigration telles que l'inscription des conducteurs de poids lourds sur la liste des professions connaissant une pénurie de main-d'œuvre ou le bénéfice de visas de travail de court séjour.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)